



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Affaire suivie par :

Johan LAUPA

Chargé de mission Santé Environnement

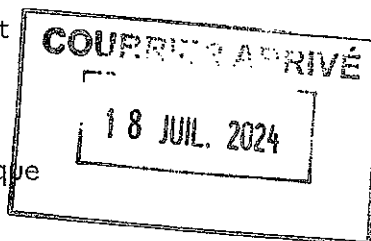
johan.laup@ars.sante.fr

Tél. : 05 96 39 44 41

Fort-de-France, le

20 JUIN 2024

Réf. : N° 230 2024 / ARS Martinique



Monsieur le Directeur,

Par consultation électronique de votre service urbanisme notifiée le 22 mai 2024, vous avez transmis à mes services pour avis le dossier de permis de construire n° PC 972 210 24 BR 018 relatif à la réalisation d'une extension d'un centre hospitalier comprenant :

- Extension ouest : construction d'un bâtiment sur pilotis composé de 13 lits et des places de parkings publics ;
- Extension est : construction d'un bâtiment en R+2 composé d'un plateau de rééducation, une extension du plateau d'hospitalisation de 13 lits, et un service de soins palliatifs ;
- Extension du plateau de rééducation en vue de l'installation d'une nouvelle balnéothérapie avec bassin extérieur couvert, et deux bâtiments en RDC accueillant des vestiaires, douches, et cabines de déshabillage.

Le projet est situé au quartier « pointe courchet » – 97240 Le François.

La demande est formulée par le centre hospitalier ERNEST WAN-AJOUHU, représenté par Monsieur Thierry LARGEN.

Après étude des pièces inscrites au dossier, je souhaite apporter les précisions ci-après.

Démolition

Le cerfa du projet de construction (PC autre 1_1) comprend la possibilité de réalisation de démolitions. Outre « la restructuration du plateau de balnéothérapie existant » évoqué à la page 4 de la PC 39_9_1, prévoyant la création d'un nouvel espace de balnéothérapie et sans précision sur les modifications prévues, les éléments du dossier ne permettent pas de déterminer l'objet d'éventuelles démolitions. Aussi, si des éléments devaient intégrer la démolition d'ouvrages en béton armé, il convient de rappeler que conformément aux articles R1334-14 à R1334-29-9 du Code de la Santé Publique, certaines dispositions doivent être prises concernant le projet de démolition et le risque lié à la présence d'amiante pour tous les immeubles bâtis avant 1997.

Le décret n°2011-629 du 3 juin 2011 et l'arrêté du 26 juin 2013 fixent les modalités de repérage de l'amiante avant démolition ainsi que la liste des matériaux concernés.

**Monsieur le Directeur de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
BP 7212 Pointe de Jaham
97274 Schoelcher Cedex**

.../...

Siège
Centre d'Affaires « AGORA »
CS 80656
97263 FORT DE FRANCE CEDEX
Tél : 05.96.39.42.43 (standard accueil)

Bassin de balnéothérapie

Les bassins de balnéothérapie à usage collectif sont soumis au Code de la Santé Publique, et notamment à l'article D1332 32-1.

Les piscines « médicales » sont classées en bassin de type B en application l'annexe 1 de l'Arrêté du 26 mai 2021 relatif au contrôle sanitaire et à la surveillance des eaux de piscines. Dans ce cadre, l'annexe 2 prévoit notamment les conditions de contrôle sanitaire (quatre prélèvements minimum par an) et de surveillance par l'exploitant.

Outre ces exigences réglementaires, le pétitionnaire devra également se conformer aux dispositions applicables aux bassins prévues par les articles L1332-1 à L1332-9 du Code de la Santé Publique, à l'arrêté du 26 mai 2021 relatif au contrôle sanitaire et à la surveillance des eaux de piscine, l'arrêté du 26 mai 2021 relatif aux dispositions techniques applicables aux piscines, ainsi qu'à l'arrêté du 26 mai 2021 relatif aux limites et références de qualité des eaux de piscine.

Réseau d'eau potable

Conformément aux dispositions de l'article R.1321-57 du Code de la Santé Publique, le réseau de distribution d'eau potable devra être équipé de dispositifs adaptés permettant de faire face à tout problème de retour d'eau.

Réseau d'eau chaude et risque de légionelles

Les légionelles sont des bactéries présentes dans le milieu extérieur (eaux douces, sols humides), qui lorsque les conditions leur sont favorables, colonisent les circuits hydrauliques et contaminent l'homme par voie respiratoire.

Afin de lutter contre l'exposition aux légionelles, il faudra veiller au respect des dispositions de l'arrêté du 1^{er} février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire. Aussi, la surveillance des seuils de détection de *Legionella pneumophila* devra être assurée par le responsable des installations au niveau de tous les points d'usage à risque.

L'arrêté du 30 novembre 2005 modifiant l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, des locaux de travail ou des locaux recevant du public fixe les températures maximales de l'eau chaude sanitaire afin de limiter les risques de brûlure et de développement des légionelles dans les systèmes de distribution.

Imperméabilisation du sol et eau de pluie

Concernant l'imperméabilisation des sols (constructions des bâtiments, 12 places de parkings, voies de dessertes internes), le plan de masse permet de constater qu'il est prévu que le parking se compose de dalles evergreen. Le dossier prévoit également la réalisation de noues pour récupérer les eaux pluviales à la page 8 du PC4_1_1_1. Néanmoins, il n'est pas précisé s'il est prévu des dispositions particulières ayant trait aux eaux issues des parkings et aux voies de circulation internes (traitement par séparateurs à hydrocarbures).

D'autre part, le choix de revêtements perméables sur les voies internes (dalles alvéolaires engazonnées, matériaux concassés drainants) permettrait une infiltration de l'eau dans le sol tandis que l'usage de cuves de rétention favoriserait une bonne gestion des eaux de pluies.

Le dispositif choisi pour une bonne gestion de l'eau devra être régulièrement entretenu pour éviter la stagnation des eaux ainsi que la prolifération des moustiques.

Conformément à l'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments, l'utilisation d'eau de pluie est interdite à l'intérieur des établissements de santé et des établissements sociaux et médicaux-sociaux, d'hébergement de personnes âgées, des cabinets médicaux, des cabinets dentaires, des laboratoires d'analyses de biologie médicale et des établissements de transfusion sanguine, des crèches, des écoles maternelles et élémentaires.

Propreté des installations / Lutte contre les rongeurs

En matière de propreté et d'hygiène, les installations de cet établissement qui recevra du public (ERP) devront répondre aux normes réglementaires en vigueur pour les structures ayant une activité de restauration.

Les rongeurs et les parasites qu'ils véhiculent peuvent entrer en contact direct avec les denrées alimentaires et donc les contaminer. Ces germes s'avèrent très dangereux pour la santé de l'homme, notamment pour les produits ne subissant plus de cuisson par la suite. Les urines des rongeurs infectés par la leptospirose sont susceptibles de souiller l'eau potable, ainsi que les denrées alimentaires.

Du fait de l'implantation de la structure dans un contexte environnemental propice à la présence de rongeurs, et afin de maîtriser les risques liés à la présence et à la prolifération des rongeurs, il importe de :

- Protéger les ouvertures (fenêtres, ventilations, ...) par exemple par la pose de grilles ;
- Vérifier les emballages à la réception et avant toute utilisation ;
- Veiller à bien couvrir les produits finis et les matières premières (film alimentaires, récipients fermés, ...) ;
- Eliminer toute denrée ayant été en contact avec l'urine de rongeur ;
- Faire effectuer des opérations de dératisation par des entreprises spécialisées ;
- Traiter en particulier les réserves sèches ;
- Mettre en place une politique optimale de la gestion des déchets à l'intérieur et aux abords de la structure.

Toutes dispositions seront prises pour empêcher la prolifération des nuisibles (rongeurs et insectes), tout en assurant leur destruction.

Nuisances sonores et olfactives

Dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°09-02269 du 3 juillet 2009 portant sur la prévention des nuisances sonores, les bruits générés par l'activité bar/restauration ne devront pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage et ne devront pas constituer une gêne pour sa tranquillité.

Une vigilance accrue devra être observée quant à l'entretien des locaux, afin que cette activité ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

Le gestionnaire de cet établissement devra veiller au respect de la loi anti-tabac – décret N° 2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif.

Espaces verts

Il est précisé en page 8 de la PC 4_1_1_1 qu'une analyse paysagère a permis de réaliser un projet paysager prévoyant de « constituer un relai écologique de la forêt xérophile sacrée du littoral, sous la forme d'îlots forestiers de fraîcheurs, transparents ». Bien que cette analyse aboutisse sur le choix d'espèces d'arbres et arbustes endémiques à planter dans les différents espaces (jardin existant, jardin thérapeutique, parking), cette dernière ne fait pas ressortir le choix d'espèces non allergisantes. En raison de la population accueillie sur le site (personnes fragiles, âgées, en convalescence, ...), il conviendrait de s'assurer que ces espaces verts ne soient pas composées d'espèces allergisantes.

Accessibilité


Ce projet devra répondre aux exigences d'accessibilité prévues par la Loi n°2005-102 du 11 Février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, en son Article 41 - L.111-7 : « *Les dispositions architecturales, les aménagements et équipements intérieurs et extérieurs des locaux d'habitation, qu'ils soient la propriété de personnes privées ou publiques, des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des lieux de travail doivent être tels que ces locaux et installations soient accessibles à tous, et notamment aux personnes handicapées, quel que soit le type de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique, dans les cas et selon les conditions déterminés aux articles L. 111-7-1 à L. 111-7-3.* ».

D'autre part, il conviendra également de se référer aux exigences de l'arrêté du 20 avril 2017 concernant les établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement. Conformément à ce même arrêté, toutes les mesures devront être prises afin d'assurer la disponibilité de la place réservée aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR).

Sous réserve de la stricte application des normes réglementaires en vigueur relatives à l'activité de restauration et des observations formulées ci-dessus, **j'émetts un avis favorable au projet d'extension du centre hospitalier.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

La Directrice Générale



Anne BRUANT-BISSON

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'environnement,
de l'aménagement et du loge-
ment

DE.M. Martinique/B-SBDA/B-
BD

Dossier suivi par :
Alain SAINTE-ROSE

Tél. :
Fax :
Alain.Sainte-Rose@developpe-
ment-durable.gouv.fr

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

SCDA

Réunion du jeudi 25 juillet 2024

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX
PERSONNES HANDICAPEES**

Procès verbal de la réunion

Textes de référence

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L.122-6, L. 181-2 et L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 à R. 122-21, R. 122-30, R. 122-31, R. 122-35 et R. 162-1 à R. 165-21 ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

DOSSIER N° AT 972 210 24 0 0007
N° urbanisme : PC 972 210 24 B R018

Commune : LE FRANCOIS

MOTIVATION

- sur l'autorisation : Favorable

Suivant les éléments fournis le dossier est complet et conforme à la réglementation accessibilité prévu au code de construction et de l'habitation, notamment les articles L. 111-7 à L. 111-8-4 et les articles R. 111-18 à R. 111-19-47. C'est un établissement recevant du public situés dans un cadre bâti existant relevant de l'application des textes de références: Arrêté du 8 décembre 2014

AVIS DE LA COMMISSION

La commission émet un **avis favorable** à la réalisation de ce projet. Cet avis est assorti des prescriptions et recommandations énumérées ci-dessus.

A SCHOELCHER, le jeudi 25 juillet 2024

Pour le Préfet

Le président de la commission

Le Chef du SBDA *pl*

Gildas LE PENNEC

G. Penne

Demandeur : Centre Hospitalier ERNEST WAN-AJOUHU représenté(e) par M LARGEN Thierry
Adresse du demandeur : Pointe Courchet
97240 LE FRANCOIS

Nom établissement : Centre Hospitalier ERNEST WAN-AJOUHU
Adresse des travaux : Pointe Courchet
97240 LE FRANCOIS
Type : U Etablissements de soins / Catégorie ERP : 4

Nature des travaux :

réhabilitation
extension
DOSSIER ÉTAT

L'Extension Ouest comprenant 1 bâtiment permettra
Au niveau 1, l'extension du plateau d'hospitalisation de 13 lits (Unité A)
Au RDC des places de parkings.

L'Extension Est comprenant 1 bâtiment en R+2 permettra
Au RDC l'Hôpital de jour du plateau de rééducation
Au niveau 1, l'extension du plateau d'hospitalisation de 13 lits (Unités B)
Au niveau 2, on trouve le service de soins palliatifs

L'Extension du plateau de rééducation comprendra :
La nouvelle balnéothérapie et ses annexes

Demande de dérogation : non

Membres permanents de la commission :


Mme FOLL Anne, Présidente de la Commission ou son représentant.
M. MAURIN Jean-Michel, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant.
Mme MÉRINE-ÉRICHER Mady, (FAPEM), Représentant les propriétaires et exploitants d'établissement recevant du public ou son représentant.
M. DABADIE DE LURBE Thierry, (Galléria), Représentant des propriétaires et exploitants d'établissement recevant du public ou son représentant.
M. SÉBASTIEN Thierry (ADAPEI), Représentant une association de personnes handicapées.
M. BUSSY Jean-Claude (Handisport), Représentant une association de personnes handicapées

Autre membre de la commission présent ou ayant transmis un avis motivé :

M. Samuel TAVERNIER de la ville du FRANCOIS.

Absents excusés :

Le SIDPC, service de la préfecture en charge de représenter le Préfet dans les SCDA, représenté par la DEAL.


COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DE L'ESPACE SUD MARTINIQUE



Direction Générale des Services
.....
Direction Générale Adjointe
Cycle de l'Eau et des Déchets
.....
Direction Eau (EMA) et Content Utensil
.....
Service Eau

Rivière-Salée, le 11 JUL. 2024

Affaire suivie par : Audrey LIARD

T : 0596 625 353

E : audrey.liard@espacesud.fr

Nos Réf. : AL/IB/MJL/AF/AL/EMA/268497-2024

**DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE
AVIS EAU POTABLE/ EAUX USÉES
(APPLICATION DE L'ARTICLE R 431-34 DU CODE DE L'URBANISME)**

DOSSIER REÇU LE : 13/06/2024

DESTINATAIRE : Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Service urbanisme
129 rue Joseph Lagrosillière
97220 LA TRINITÉ

RÉFÉRENCES DU DOSSIER

Commune : LE FRANÇOIS
Quartier ou lieu-dit : Pointe Courchet (C-558)
Type d'opération : Extension du Centre Hospitalier Ernest WAN-AJOUHU
Promoteur : CENTRE HOSPITALIER ERNEST WAN-AJOUHU
N° : 210/24/BR/018

AVIS DE L'ESPACE SUD

EAU POTABLE : FAVORABLE sous condition de respect des prescriptions suivantes :

PRESCRIPTIONS :

RESERVOIR DE RATTACHEMENT : TRIANON

L'alimentation en eau potable de cette opération peut être envisagée par le branchement existant sur la conduite en PE Ø 125 mm.

À noter que seuls les planchers dont l'altitude est inférieure à 22 mètres (NGM) pourront être desservis par gravité.

EAUX USÉES : FAVORABLE sous condition de respect des prescriptions suivantes :
PRESCRIPTIONS :

Le raccordement de cette opération peut être envisagé sur les réseaux intras-muras.

Toutefois, le promoteur devra s'assurer que les nouveaux besoins soient autorisés par l'actuel branchement de l'hôpital.

Le pétitionnaire devra s'acquitter d'une Participation Financière à l'Assainissement Collectif (PFAC) de :

26 (effectif lits) x 3 x 570 = 44 460 €

8 (effectif personnel) x 0,5 x 570 = 2 280 €

89 (effectif public) x 0,05 x 570 = 2 536,5 €

Soit un total de 49 276,5 €.

AVIS TRANSMIS-LE : 11 JUIL. 2024



**Pour le Président,
Par délégation le 1^{er} Vice-Président**

Samuel TAVERNIER

**NOUVELLE
ADRESSE**

Zone d'activités économiques - MAUPEOU - 97215 Rivière-Salée - MARTINIQUE - TEL : 0596 62 53 53
Courriel : caesm@espacesud.fr



EDF MARTINIQUE

Mairie Du FRANCOIS
Service urbanisme
Place Charles de Gaulle
97240 LE FRANCOIS

Téléphone : 0596592200
Télécopie : 0596592471
Courriel :
Interlocuteur : CAROTINE patrice

Objet : Réponse pour un certificat d'urbanisme opérationnel.

FORT-DE-FRANCE, le 06/05/2024

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction du certificat d'urbanisme opérationnel CU97221022BS135 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

Adresse : 97240 LE FRANCOIS
Référence cadastrale : Section C Parcelle n° 558
Nom du demandeur : Ctre Hospitalier du FRANCOIS

Dans le cadre de cette instruction, EDF indique « l'état des équipements publics existants ou prévus », selon l'article L410-1 b) du Code de l'Urbanisme.

Pour répondre à votre demande, nous avons bien noté que l'opération prévoit d'alimenter une installation qui ne relève pas d'un branchement pour particulier¹.

Compte-tenu de la distance entre le réseau existant et la parcelle, nous estimons que le raccordement au réseau public de distribution d'électricité peut être réalisé par un branchement, conforme au référentiel technique d'EDF.

Cette réponse est donnée à titre indicatif et est susceptible d'être revue notamment lors de l'instruction de l'autorisation d'urbanisme ou de la demande de raccordement à EDF.

Nous vous rappelons que la Loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables de par son article 29 a supprimé le deuxième alinéa du 1° de l'article L. 342-11 du code de l'énergie. De fait les Collectivités en Charge de l'Urbanisme (CCU) ne supportent plus les coûts d'extension hors du terrain d'assiette de l'opération, ce qui a également été rappelée par la délibération N°2023-300 de la commission de régulation de l'énergie (CRE) en date du 23 septembre 2023.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations.



Nous tenons également à vous préciser que cette parcelle est surplombée par une ligne électrique aérienne ou traversée par un câble électrique souterrain, les constructions érigées sur ce terrain devront donc respecter les distances réglementaires de sécurité décrites dans l'arrêté technique du 17 mai 2001. Si ces constructions ne pouvaient se trouver à distance réglementaire des ouvrages, alors ceux-ci devront être mis en conformité. Dès l'acceptation de l'autorisation d'urbanisme, le pétitionnaire devra demander une étude à Enedis pour déterminer les solutions techniques et financières à mettre en œuvre.

¹ Puissance de raccordement égale à 12 kVA en monophasé ou à 36 kVA en triphasé

